

LA LETTRE DE GÉOSTRATÉGIES 2000

ANCIENS DE CAMBRIDGE / ANCIENS D'OXFORD / ASSOCIATION DES ANCIENS DE LA LONDON SCHOOL OF ECONOMICS / ASSOCIATION DES ANCIENS DE L'ECOLE DE L'AIR / ASSOCIATION DES SCIENCES PO / ASSOCIATION DES AUDITEURS ET CADRES DES HAUTES ETUDES DE L'ARMEMENT / ASSOCIATION NATIONALE DES AUDITEURS JEUNES DE L'IHEDN (ANAJ) / ASSOCIATION DES DIPLÔMÉS DU CENTRE D'ETUDES SUPÉRIEURES DE BANQUE / ASSOCIATION DES CENTRALIENS / ASSOCIATION DU CONTRÔLE GÉNÉRAL DES ARMÉES / ASSOCIATION DES DIPLÔMÉS DE L'ESSEC / INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES (IRIS) / INSTITUT DES HAUTES ETUDES DE DÉFENSE NATIONALE / INSTITUT DES HAUTES ETUDES NATIONALE DE LA SÉCURITÉ ET DE LA JUSTICE / INSTITUT SUPÉRIEUR DES AFFAIRES DE DÉFENSE (PARIS II) / INSTITUT SUPÉRIEUR DU COMMERCE / SAINT-CYRIENNE / ASSOCIATION DES ANCIENS ÉLÈVES ET DIPLÔMÉS DE L'ECOLE POLYTECHNIQUE /

Site Internet : geo2000.org

N° 71 – JANVIER 2008

SOMMAIRE :

P.2

Editorial : " La crise financière "

par Raymond Douyère, Président de Géostratégies 2000

P.3

" Que veut l'Iran "

Son Excellence Ali Ahani, Ambassadeur d'Iran en France

P.6

" La mer, un enjeu pour demain "

Xavier De La Gorce, Secrétaire Général de la Mer

P.9

" Le Monde est-il plus dangereux ? "

Mathieu Guidère, Directeur de Recherches à l'Ecole Spéciale Militaire de Saint-Cyr

P.13

" La voix de la France à l'international "

Antoine Schwarz, Président de RFI

P.17

" Quel regard posé par un nouveau membre venu de l'Est sur l'Europe du XXIème siècle ? "

Vladimir Spidla, Ancien Premier Ministre de la République Tchèque

AGENDA

Mardi 22 janvier – 8h15

Jean-Louis Debré, Président du Conseil Constitutionnel" Quelles institutions pour un Etat démocratique ? " Cercle National des Armées

« LA CRISE FINANCIERE »

Raymond Douyère, Président de Géostratégies 2000

La crise financière qui a débuté cet été par la crise des « subprimes » aux Etats-Unis ne cesse de se développer.

Semblant primitivement affecter les banques américaines, et révélant de leur part une impardonnable légèreté dans l'attribution des crédits immobiliers, elle s'est rapidement étendue aux autres banques anglo-saxonnes (notamment Angleterre et Allemagne).

La réponse mesurée de la Réserve Fédérale de New-York (FED) n'a pas suffi à conjurer le mal et rapidement la crise de « défaut de remboursement » s'est doublée d'une crise de liquidité, bien plus inquiétante, du secteur financier.

Après un semblant de mieux en septembre, il s'avère que la crise de liquidité s'amplifie, les banques continuant à ne pas vouloir prendre le risque de prêts entre elles tant que les résultats des bilans (en mars 2008) ne seront pas connus !

Les pertes potentielles envisagées par les experts sont passées de 150 milliards de dollars à une estimation actuelle de 2 000 milliards de dollars

L'on comprend la fébrilité des autorités de contrôle, et la décision conjointe des banques centrales FED, BCE auxquelles se sont jointes quelques banques centrales des pays développés, pour injecter les liquidités manquantes dans le circuit bancaire.

Cette crise immobilière, puis financière, peut déboucher sur une grave crise mondiale si la récession qui pointe aux Etats-Unis s'avérait réelle et se communiquait au reste du monde.

Dès à présent les conditions de crédit, en Europe, se sont durcies pour les entreprises et les particuliers, conduisant si elles persistaient à un ralentissement économique dont n'a vraiment pas besoin la zone européenne. Pour l'instant, toutefois, la zone asiatique ne semble pas atteinte, même si l'on peut avoir quelques doutes sur « l'imperméabilité » des banques de cette zone à être touchées par les défaillances des crédits « subprimes ».

J'ai, lors de notre Assemblée générale du mois de novembre, attiré l'attention des adhérents présents sur les risques qui pèsent sur le monde au travers des menaces de guerre, des désordres militaires, des menaces terroristes, du danger écologique pour la planète ... mais aussi sur les aspects, méconnus, des risques géostratégiques qu'entraîneraient des désordres financiers persistants.

J'ai évoqué les problèmes que pose l'arrivée sur les marchés financiers des « fonds souverains » Chinois en premier, mais aussi ceux du Moyen-Orient, sans oublier les fonds souverains Russes voire Coréens.

La crise financière actuelle peut permettre, par l'intervention des « fonds souverains » (rachetant les secteurs en difficulté), une redistribution majeure de la détention des actifs de par le monde. Suivant que ces « fonds souverains » seront de simples investisseurs « capitalistiques » ou auront des ambitions de détentions de secteurs clés de l'économie mondiale.... les rapports de force entre Etats en seront bouleversés !

Et si demain la guerre du « bien contre le mal » ou plus prosaïquement le « choc des civilisations » se faisait non plus au travers des forces militaires en présence mais plutôt sur le terrain financier ?

Nous devons, dans les mois et les années à venir, être très attentifs à cet aspect des mutations du monde.

« QUE VEUT L'IRAN ? »

Son Excellence Ali Ahani, Ambassadeur d'Iran en France

D'entrée de jeu, Son Excellence Ali Ahani, Ambassadeur d'Iran en France, s'emploie à nous persuader des bonnes intentions de son pays et s'insurge contre les jugements émis, peu conformes selon lui, à la réalité. La société iranienne est diversifiée et ouverte, martèle-t-il, avant d'analyser le potentiel et les capacités de l'Iran. Nous jouissons d'une position géopolitique et géostratégique unique dans la région, nous disposons de larges frontières maritimes et d'importantes réserves d'hydrocarbure (respectivement le deuxième et troisième rang mondial pour le gaz et le pétrole). Carrefour commercial entre l'Orient et l'Occident, voie de communication entre la Mer Caspienne et le Golfe Persique, l'Iran compte 70 millions d'habitants et se montre fier de son héritage culturel, qui a eu une grande influence sur la civilisation mondiale. L'attachement de l'Iran à la paix ne peut être contesté et nous nous efforçons de jouer un rôle stabilisateur lors des crises régionales, souligne Son Excellence Ali Ahani, avant d'aborder la question litigieuse : l'armement nucléaire.

A l'époque du Shah, dans les années 70, l'Iran a cherché à développer – avec l'assistance technique des Etats-Unis - un programme nucléaire complet. Nous suivons la même logique, nous voulons diversifier nos ressources naturelles, qui, à moyen terme, s'épuiseront. Nous voulons contrôler tous les éléments d'un futur programme national de production d'électricité nucléaire. Signataires du Traité de non-prolifération, nos activités et notre programme sont sous surveillance et nous respectons nos engagements. Nous n'envisageons pas la production d'uranium de qualité militaire. L'attitude des pays occidentaux, qui se servent du Conseil de Sécurité de l'ONU, pour imposer leur volonté politique, est décevante. Leur seul but est de léser l'Iran de ses droits nucléaires légaux. Un vrai dialogue est indispensable pour résoudre ces malentendus. Les pressions politiques et les sanctions économiques n'auront aucune efficacité, face à notre détermination, conclut son Excellence Ali Ahani, tout en réaffirmant la volonté de l'Iran de voir ses droits légitimes respectés par la communauté internationale. Après cette véhémence plaidoirie, le débat, animé par Raymond Douyère, a permis à l'Ambassadeur d'Iran de dialoguer avec les membres du Club.

Xavier de Villepin - ancien Président de la Commission des Affaires Etrangères, Défense et Forces Armées du Sénat : Quelles sont les motivations de l'Iran ? Pourquoi cette urgence à devenir une puissance nucléaire ? Est-ce dans l'intérêt du peuple iranien ? Pouvez-vous nous éclairer sur l'attitude de la Russie qui vous aide actuellement à construire une centrale ?

Les besoins de développement économique de l'Iran exigent un effort formidable en matière d'énergie. Nous devons nous diversifier pour répondre aux besoins industriels futurs. Nous sommes capables d'avoir accès à la technologie nucléaire, ce qui est un grand honneur pour nous. Mais, nous pouvons vous assurer qu'il n'y aura pas de dérive militaire, nous acceptons le contrôle de l'Agence Internationale de l'Energie. Nous comprenons les inquiétudes de l'Occident, nous sommes ouverts à la négociation. Mais, nous demandons un préalable : que nos droits légitimes soient reconnus. Les Américains aimeraient susciter une autre crise dans la région, la France ne doit pas leur emboîter le pas. Quant à la Russie, après désistement de l'Allemagne, nous avons signé avec elle un contrat de dix

ans. Nous sommes très méfiants, nous avons conscience de l'attitude de la Russie, qui cherche avant tout ses propres intérêts, comme l'a prouvé l'affaire du transfert du gaz russe vers l'Europe. Nous voulons produire nous-mêmes une partie de nos combustibles nucléaires. Pour y parvenir, il nous faut environ vingt centrales. Nous devons compter avant tout sur nos propres forces.

Raymond Douyère - Président de Géostratégies 2000, Conseiller de la Politique Monétaire, ancien Député : Pourquoi l'Iran ne se tourne-t-il pas vers les énergies renouvelables ? Que pensent les écologistes de votre programme ?

Vous savez que l'on ne peut pas comparer en termes de rendement les énergies renouvelables et l'énergie nucléaire. Etre capable de produire de l'énergie nucléaire donne à notre jeune génération une capacité scientifique et technique de grande valeur. Nous misons beaucoup sur notre jeunesse, très compétente, couverte de prix internationaux.

Jean-Louis Pierrel - Responsable Relations Universitaires – IBM France : Pourriez-vous vous affranchir des obligations du Traité de non prolifération ?

Comment prouver notre bonne foi ? Les inspecteurs de l'AIEA sont libres de visiter tous les sites, y compris militaires, notre comportement est exemplaire. La plupart des ambiguïtés ont été réglées et toutes nos activités sont sous contrôle.

Xavier De Roux - Député de Charente-Maritime, Président du groupe « Amitié Iran » à l'Assemblée Nationale : L'Iran se situe dans une région en crise, menacée de conflits violents et a connu une guerre cruelle de huit ans avec l'Irak. Pays carrefour, il a une influence directe sur l'Irak, l'Afghanistan, le Liban et le Kurdistan. L'Iran peut-il jouer un rôle de pacification dans cette région essentielle à notre planète ? Par ailleurs, quelles sont vos relations avec les pays d'Asie Centrale ?

Historiquement, il existe des liens culturels très forts entre l'Iran et l'Irak, mis à mal par le conflit provoqué par Saddam Hussein. Nous aurions pu profiter de l'invasion du Koweït, mais nous avons préféré jouer un rôle stabilisateur et pacificateur. Après la chute de Saddam, nous avons été les premiers à soutenir le processus politique et le gouvernement d'union nationale. Ce qui nous a valu de vives critiques de la part des pays arabes, qui craignaient un pouvoir chiite, dominé par l'Iran. Mais, nos intentions ont été mal interprétées, nous voulions avant tout aider le peuple irakien à choisir son régime politique, nous souhaitions que l'Irak soit gouverné par une union de différents groupes. La population irakienne a été heureuse d'assister à la chute de Saddam, mais elle ne supporte pas la présence de troupes étrangères, et cela entraîne une extension du terrorisme. Les Américains n'ont rien fait pour la formation de la police, de l'armée et des services de sécurité, car cela leur aurait enlevé toute justification à leur occupation. Les Européens, et notamment la France, devraient faire mettre plus de pression, cela aiderait à un règlement.

Quant à l'Afghanistan, l'Iran accueille 3 millions de réfugiés, ayant quitté ce pays. L'Iran voulait participer à la chute des Talibans, mais ceci s'est fait sans notre aide. La présence américaine a provoqué des conséquences fâcheuses, notamment la terrible augmentation de la production de drogue (6130 tonnes en 2006). L'Iran a investi pour lutter contre ce fléau, 3000 officiers iraniens sont morts dans ce combat. Nous espérons une coopération plus forte des Européens pour renverser la tendance. Vis-à-vis de ses voisins du Caucase, l'Iran a aussi un rôle pacificateur, notamment au Tadjikistan (où les conflits sont terribles), en Azerbaïdjan et en Arménie. L'Iran a proposé au groupe de Minsk, spécialement créé pour régler ces tensions, d'apporter son aide. C'était une démarche efficace, mais elle n'a pas été acceptée. Enfin, avec la Turquie et l'Afghanistan, nous avons mis sur pied une organisation économique.

Thierry Le Roy - Conseiller d'Etat : Quelle est votre position concernant la création d'un consortium international pour l'enrichissement de l'uranium ? Il existe en Iran un très fort sentiment de fierté nationale. Quelle place occupe-t-il dans la crise internationale liée au nucléaire ?

Ce consortium peut aider à sortir de l'impasse. Si on arrive à le mettre sur pied, on pourra travailler sur un protocole d'accord basé sur le droit international. Cet aspect juridique est très important, un conseil d'administration qui contrôle tout (gestion et production) dissiperait toute inquiétude. La France, avec son poids politique et ses compétences techniques, peut jouer un rôle clé. L'opinion publique internationale ne reflète pas la réalité iranienne. Un de vos anciens ministres des Affaires étrangères, Claude Cheysson, l'a lui-même constaté, lors d'un voyage. Il a reconnu que notre société était vivante et politique, très éloignée des clichés. Des milliers de gens descendent toujours dans les rues pour commémorer l'anniversaire de la révolution. Est-ce un paradoxe ? Le système politique iranien ne peut être comparé à celui de l'Europe. En tout cas, il est très riche en débats. La fierté nationale est très ancrée, elle va de pair avec notre volonté d'indépendance. Les iraniens ont un esprit ouvert, il n'y a pas d'esprit antisémite, bien au contraire. Les juifs en Iran sont à l'aise. Nous désirons instaurer de bonnes relations avec tous les pays. Au Liban, où différents groupes politiques se disputent une forte influence, nous pouvons, aux côtés de la France et de la Syrie, intervenir pour les convaincre de se réunir.

Raymond Douyère : Vous parlez du respect des juifs, de votre haine du racisme, mais votre Président a toutefois souhaité l'éradication d'Israël. Une prise de position guère compatible avec vos propos...

Véronique Chemla - Conseiller en communication : Pourquoi, selon le quotidien « Le Monde », les manuels scolaires préparent-ils à la haine d'Israël et à la supériorité de l'Islam ?

Qu'en est-il de l'opposition entre chiites et sunnites ? Leurs différends se régleront-ils en moins de trois siècles ? Le temps nécessaire aux protestants, catholiques et orthodoxes pour trouver un terrain d'entente ?

Le Président iranien n'a jamais menacé le régime israélien. Il l'a simplement trouvé discriminatoire, opposé aux résolutions des Nations Unies et aux palestiniens. Ce qui n'est pas contradictoire avec le respect des juifs. Nous ne nions pas l'holocauste, mais pour nous, ce n'est pas une question tabou. Pourquoi le peuple palestinien devrait-il en payer le coût ? Pourquoi serait-il puni, parce qu'il a élu un régime politique qui déplaît à Israël et aux Occidentaux ? Je m'insurge contre l'article du Monde. Comme toujours, l'Islam est très mal présenté en Occident, alors que c'est une religion de paix, de cohabitation, opposée au terrorisme. La plus grande vigilance s'impose. Quant aux chiites et aux sunnites, des différences de vue les séparent, mais ils croient tous dans le même Dieu. Il ne faut pas provoquer, manipuler ces divergences, mais au contraire, essayer de les réunir.

François Douady - Président pour la sauvegarde du Bois de Boulogne : Peut-on être athée ou agnostique en Iran et le proclamer publiquement ?

En Iran, toutes sortes de pensées coexistent. On a le droit de vivre et d'exercer une profession, sans être musulman. Le représentant du Vatican en Iran s'est même montré impressionné par la liberté d'expression accordée aux chrétiens. La cohabitation des religions est réelle, la majorité des iraniens sont musulmans chiites, mais les droits des autres sont respectés. Il n'est pas interdit d'être athée par la loi. Toutefois, il faut être réaliste, l'Iran est un pays religieux basé sur l'Islam. Si quelqu'un s'oppose de façon virulente à l'Islam dans son quartier, cela peut devenir gênant.

Son Excellence Pavel Fischer - Ambassadeur de la République Tchèque en France : Tout d'abord, je voudrais apporter quelques précisions. Il m'est très difficile de ne pas relever les allusions à l'holocauste, alors que mon pays a perdu beaucoup de ses concitoyens dans cette tragédie. Il y a obligation de respecter cette mémoire. Pour ce qui est de la drogue, la République Tchèque a aussi envoyé des troupes pour éradiquer ce fléau. Nous partageons vos préoccupations. Par ailleurs, des spécialistes tchèques forment des services de sécurité en Irak. J'en viens à ma question. Quelle est votre opinion sur la Turquie, sa volonté d'adhérer à l'Union Européenne ? Peut-elle jouer un rôle pivot ?

Nous entretenons de bonnes relations de voisinage avec la Turquie, développons des échanges

commerciaux et culturels de haut niveau. L'Union Européenne doit avoir un regard plus ouvert vis-à-vis de l'islam. La Turquie peut l'aider à mieux comprendre les pays musulmans. Parallèlement, le gouvernement turc rencontre de grandes difficultés pour faire accepter par sa population les valeurs démocratiques européennes. Elle ne partage pas toujours votre conception des droits de l'homme

Qu'en est-il de la bourse pétrolière mise en place en Iran ? Que faites-vous de vos revenus pétroliers ?

Le Président iranien a déclaré que son pays avait franchi un pas décisif dans la technologie nucléaire. Pouvez-vous nous éclairer ?

La Bourse, soutenue par les autres pays de l'OPEP et la Russie, a été créée pour empêcher une hausse incontrôlée des prix et tendre vers l'équilibre. Les augmentations profitant surtout aux intermédiaires. Nous voulons encourager une meilleure consultation entre producteurs et consommateurs. Notre budget et notre système économique dépendent des revenus pétroliers. Nous souhaitons réduire leur part, développer le tourisme et l'industrie. En Iran, j'affirme que personne ne pense à la bombe nucléaire. Nous voulons acquérir la technologie nucléaire dans un but uniquement pacifique, pour répondre à nos besoins industriels, économiques et agricoles.

Marie-Clotilde Hungray
(Propos non revus par les intervenants)

« LA MER, UN ENJEU POUR DEMAIN »

Xavier de La Gorce, Secrétaire Général de la Mer

Géostratégies 2000 a convié, le mercredi 30 mai 2007, le Secrétaire Général de la Mer, Xavier de La Gorce, et son adjoint, le contre-amiral Jean-Pierre Labonne à un petit-déjeuner débat au Sénat. Conscients que la maîtrise de l'espace maritime constitue un enjeu stratégique et économique majeur, nos deux invités ont souligné les atouts français, nettement supérieurs aux points de fragilité. Soucieux de développer une véritable culture maritime française, ils ont aussi plaidé pour l'élaboration d'une politique maritime européenne.

Le Secrétariat général de la Mer est une petite structure, directement rattachée au Premier ministre et chargée de coordonner les dossiers maritimes. Elle assure le maintien de l'ordre public en mer, mène une action interministérielle au niveau de la recherche, de l'environnement et des affaires internationales, et développe un volet prospective et politique maritime, encore peu usité jusqu'à présent. Ces précisions apportées, Xavier de La Gorce plante le décor avec quelques ordres de grandeur. La mer occupe les deux tiers de la surface de la planète, entre pour 50% dans le PNB des pays de l'OCDE, deux tiers de la population mondiale (soit quatre milliards d'hommes) vit sur le littoral. 60 000 bateaux et 200 pavillons nationaux assurent 90% du trafic mondial de marchandises ; la moitié de l'approvisionnement en pétrole de l'Europe passe par la mer. 120 millions de tonnes de poisson sont pêchées chaque année et les chercheurs estiment que 80% de la biodiversité de l'univers se trouve dans la mer.

v EXPLOITER NOTRE POTENTIEL

Autant de données qui nous permettent d'affirmer que la mer est un vaste espace de ressources et de liaison entre continents, souligne Xavier de La Gorce, convaincu que la maîtrise de l'espace maritime constitue un enjeu stratégique majeur. La conception traditionnelle reposait sur une flotte marchande, une flotte militaire (qui protégeait la première) et des ports. Elle reste vraie, mais elle a beaucoup évolué. La flotte militaire doit faire face à de nouvelles menaces : drogue, piraterie et une émigration clandestine, appelée à exploser avec le réchauffement climatique et la sécheresse qui va de pair. La France, où la communauté maritime se sent incomprise, doit absolument exploiter les facteurs positifs. Deuxième zone économique mondiale (avec 11 millions de km²), elle dispose d'un important potentiel scientifique, politique et diplomatique. Son poids économique (19 milliards d'euros, 500 000 emplois) est indiscutable, et son armement se situe aux premières places. La CMA-CGM occupe le deuxième rang mondial pour les containers, la Compagnie de Géophysique est leader en matière de recherche sismique, BRS pour le courtage et Groupama-Axa pour l'assurance font la course en tête, tout comme l'industrie de plaisance (Beneteau) et la construction navale civile, qui à Saint-Nazaire, détient un savoir-faire inégalé. La construction navale militaire française devance ses concurrents européens, les organismes de recherche (Ifremer, IRD, CNRS) sont en pointe. Quant au tourisme littoral, il représente 43% de la valeur ajoutée du maritime. Enfin, la France possède la cinquième flotte hauturière et assure une présence permanente partout dans le monde, ses pôles de compétitivité en région PACA et en Bretagne sont de véritables fleurons.

v AFFIRMER NOTRE VOCATION MARITIME

Toutefois, souligne Xavier de La Gorce, ces atouts ne doivent pas nous faire oublier certains points de fragilité. Notre flotte de commerce n'arrive qu'au 27^{ème} rang mondial et seuls 215 navires naviguent sous pavillon national. La gestion du littoral rencontre de nombreux obstacles, liés à la pollution, mais aussi à l'envolée des prix du foncier, qui a des répercussions sur la sociologie locale. Si certains chantiers navals restent performants, les parts de marché diminuent, et le centre de gravité se déplace vers l'Asie. La pêche, quant à elle, est confrontée à des choix cruciaux. Le nombre des pêcheurs a baissé de 37% en vingt ans et 20% des espèces consommées ont disparu. Il faut assainir la situation, revenir à une pêche durable et surtout convaincre la France qu'elle est un vrai pays de culture maritime. Les promesses de la mer se réalisent dans la durée, ce qui ne s'accommode pas toujours avec la politique, déplore Xavier de La Gorce qui regrette aussi la trop grande médiatisation des accidents maritimes. L'hypersensibilisation à la pollution brouille l'image de la mer. Il y a souvent un décalage entre la présentation des faits et la réalité, cela a été flagrant dans l'affaire du Napoli, où les conséquences ont été somme toute minimales. Nous devons relever les défis, liés la mondialisation et à une prise de conscience écologique. L'arrivée de nouveaux acteurs économiques, la montée de l'insécurité (avec le terrorisme et la piraterie), la raréfaction de certaines ressources naturelles doivent également être prises en compte. Si, jusqu'à présent, aucune politique maritime n'a été encore clairement exprimée, il faut cependant souligner l'initiative de la Commission européenne et de son Président, M. Barroso, se réjouit Xavier de La Gorce. Un livre vert a été publié en juin 2006, et la contribution française a été capitale et pertinente. Cela a d'ailleurs débouché sur un rapport « Une ambition maritime pour la France », qui doit servir de base à l'élaboration d'une politique maritime. La question maritime est au cœur de nos préoccupations contemporaines. Elle est indissociable des questions de développement durable, d'environnement, de biodiversité, de globalisation et de sécurité. Ma conviction profonde, conclut-il, est que l'avenir de la terre ne se jouera pas sans la mer...

Le débat, riche et approfondi, animé par Raymond Douyère, a prolongé le passionnant exposé de Xavier de La Gorce

Jacques Lutfalla - Secrétaire Général des Anciens Elèves du Lycée Charlemagne) et Bernard-Pierre Lebeau, Consultant – Euro-Consultants : Les navires sous pavillon Kerguelen sont-ils inclus dans l'ensemble français ? Quelle est leur importance économique ?

Il n'y a plus de pavillon Kerguelen. Les nouveaux navires des groupes CGM-CMA et Bourbon appartiennent au nouveau registre international français. Celui-ci se doit d'être socialement et économiquement acceptable. En dépit de ces exigences, un groupement de syndicats a fait classer ce nouveau registre comme un pavillon de complaisance, ce qui est totalement inexact. Le marché international des pavillons de complaisance est complètement disparate, dans certains cas, comme dans l'affaire du Napoli, il n'y a plus de notion d'équipage, le commandant est un fugitif. Il y a un enchevêtrement des responsabilités et des nationalités, une impression d'opacité. Ce désordre nuit à l'image donnée par le monde maritime, mais il est difficile de réformer. Même si les marins surexploitent encore la notion de liberté des mers, on s'achemine vers des règles plus vertueuses, mais il faut faire preuve de détermination.

Jacques Belle - Président de la Commission consultative du Secret de la Défense Nationale : Y a-t-il une politique européenne vis-à-vis des pavillons de complaisance ?

Non, pas pour l'instant. Chypre, Malte et la Grèce sont membres de l'Union Européenne. Notre ambition est d'aider ces pays à devenir vraiment vertueux. Actuellement, 90% des navires sont démantelés hors d'Europe, ce qui est inadmissible pour les navires militaires. Pour les autres, nous ne pouvons rien imposer. Mais ces bateaux européens en fin de vie sont revendus en deuxième et même en troisième main. Ce qui pose de graves problèmes en termes de sécurité.

Préfet Jean-Pierre Duport : Quelles mesures avez-vous réclamées au nouveau gouvernement ?

Le Secrétariat Général de la Mer n'a aucun moyen, mais ses experts de haut niveau et polyvalents forment un vaste réseau. Nous demandons plus de responsabilités, une gouvernance mieux intégrée, à l'instar du Canada, de l'Australie et des Etats-Unis qui ont réussi à coordonner leurs politiques maritimes. Il faut renforcer la capacité d'arbitrage du Secrétariat et lutter contre la fâcheuse tendance qui consiste à tout faire remonter à Matignon. Nous souhaitons également un mandat pour poursuivre les négociations en vue de l'élaboration d'une politique maritime européenne, indispensable pour répondre aux problèmes de sécurité et de surveillance des océans. Nous voulons être reconnus comme le seul interlocuteur du gouvernement français.

Raymond Douyère - Président de Géostratégies 2000, Conseiller de la Politique Monétaire : Pouvez-vous décrire nos forces maritimes ? La France a-t-elle besoin d'un second porte-avion ?

La Marine Nationale repose sur trois piliers. La dissuasion nucléaire, la protection (avec les frégates) et la projection de puissance (avec les porte-avions et les nouvelles frégates dotées de missiles de croisière). Opter pour un seul porte-avion est incohérent. Soit on n'en a pas ; soit on en a deux. Avec un seul porte-avion, on ne peut assurer de permanence, cela n'a pas de sens.

Yves Gutman-Lajeunesse - Vice Président de la SNPN, Président de Sciences Po Défense : Comment éviter le pillage de la zone économique exclusive, spécialement autour des Terres australes ? Comment affirmer notre souveraineté ? Avec des bâtiments de haute mer (corvettes, frégates) ou un second porte-avion ?

Contre-Amiral Jean-Pierre Labonne - Secrétaire Général Adjoint : La surveillance est insuffisante et limitée, mais des progrès ont lieu grâce aux observations par satellites, qui ont un effet bénéfique. Par ailleurs, nous travaillons de plus en plus en coopération avec les Australiens, nous avons créé des patrouilles communes.

Xavier de La Gorce : Il faut rester dans le domaine du raisonnable. Une surveillance intégrale est-elle nécessaire ? Dans notre zone économique exclusive, il y a peu de poissons et aucune ressource pétrolière. C'est la biodiversité qui constitue notre plus grande richesse, c'est un gisement potentiel considérable. En revanche, cette zone nous assure une présence politique et diplomatique de premier plan.

Philippe Marchat - Inspecteur Général des Finances : Pourquoi l'exploitation industrielle des nodules polymétalliques n'est-elle plus à l'ordre du jour ?

Elle n'est pas rentable, il faut plonger à 4500 mètres de fonds. Toutefois, ces nodules suscitent à nouveau un certain intérêt au niveau de la recherche. C'est une question d'actualité.

Marie-Clotilde Hungray
(Propos non revus par les intervenants)

« LE MONDE EST-IL PLUS DANGEREUX ? »
**Mathieu Guidère, Directeur de Recherches à l'Ecole Spéciale
Militaire de Saint-Cyr**

Le mercredi 20 juin, Géostratégies 2000 a reçu au Sénat Mathieu Guidère, Directeur de recherche à l'Ecole Spéciale Militaire de Saint-Cyr. Auteur de plusieurs ouvrages sur Al Qaïda, dont le dernier « Al Qaïda à la conquête du Maghreb » sort en septembre, ce spécialiste en information stratégique et veille technologique a livré son point de vue sur les relations complexes et les antagonismes existant entre monde occidental et musulman. Une vision historique et prospective, qui a permis de comprendre les lacunes et les travers de la politique occidentale, et de mieux cerner la radicalisation qui s'opère du Maroc au Pakistan, en passant par le Proche et le Moyen-Orient.

Le monde est-il plus dangereux aujourd'hui, questionne Mathieu Guidère, un brin provocateur, avant de se lancer dans un brillant exposé, riche en axes de réflexion et en analyses pertinentes. En dépit du concept de « village planétaire », le monde n'est pas unifié, mais fragmentaire, constitué de différentes zones et civilisations. Parmi elles, le monde arabo-musulman, deuxième force mondiale, qui aujourd'hui nous pose problème avec sa population avoisinant le milliard et demi de personnes. Mais quels dangers se profilent derrière cette force, s'interroge-t-il. Face aux Etats, les démocraties occidentales ne sont pas menacées, il n'y a pas de risque de guerre. Mais cette référence ne suffit plus. Il faut intégrer une distinction supplémentaire : les citoyens. Nous sommes entrés dans une nouvelle ère, celle de l'information et de la communication. La société post-industrielle, basée sur la production de biens de consommation, a cédé la place à l'économie de la connaissance et du savoir. Al Qaïda a très bien compris toutes les opportunités que lui offrait cette médiatisation du monde. Les modes d'expertise ont eux aussi évolué. Les suppositions et les extrapolations ont été remplacées par de nouveaux outils. L'opinion publique internationale est désormais incontournable. Pour mieux l'appréhender, deux choix se présentent. Soit, on envoie de grands reporters (qui trop souvent deviennent des otages), dont le principal défaut est l'ethnocentrisme car ils projettent leurs points de vue, leurs propres peurs sur une situation extérieure. Soit, on opte pour une expertise interne. On privilégie alors une vision intérieure individualisée, fondamentale puisqu'elle peut déterminer des décisions militaires. Cela provoque le « choc des perceptions ». C'est d'ailleurs une perception particulière de l'Occident, qui a engendré le terrorisme. Pour mieux la cibler, on a désormais recours à la veille stratégique, une analyse très fine sur des données massives provenant des journaux, des télévisions et des radios, explique Mathieu Guidère. Sa première tâche en 2003, précise-t-il, a été

d'étudier si la France devait s'investir en Irak, de définir comment le Président français devait orienter son image pour ne pas décevoir les espoirs.

v AL QAÏDA : UN MODELE ATTRACTIF

Depuis 2001, le terrorisme a causé moins de morts que les accidents de la route en France. Mais, ce n'est pas une simple question de victimes, ni de chiffres, cela fonctionne avec notre culture. Pour le moment, seul le monde musulman nous inquiète. La raison est simple : il est le seul à proposer une vision du monde différente de la nôtre. Jusqu'en 1990, l'Occident bénéficiait d'une hégémonie « civilisationnelle, » qui a été battue en brèche avec la chute du communisme. Le libéralisme sauvage, la corruption, la débauche ont pris le relais et le monde musulman s'est mis à rêver d'un nouveau modèle de société, politique, économique et militaire, théorisé par Al Qaïda, qui entend parallèlement unifier tout l'Islam, du Maroc au Pakistan. Or, ces arguments, aucun intellectuel occidental, aucun homme politique ne peuvent les réfuter, souligne Mathieu Guidère. Lorsque Ben Laden réclame l'application de la charia, cela est synonyme pour les Occidentaux de femmes battues opprimées, et voilées. Une interprétation radicalement contraire à celle des musulmans. En fait, Al Qaïda entend ré-exploiter un système expérimenté pendant plusieurs siècles : le système du califat, avec un gouverneur à la tête de chaque Etat et toutes les lois inspirées du Coran. Cela correspond à l'âge d'or de l'Islam (entre le 7ème et le 15ème siècle), aux contes des Mille et Une Nuits et exerce un pouvoir très attractif, face à celui des démocraties.

v GAGNER LA GUERRE DES IDEES

Les experts socialisants, qui établissent un lien direct entre terrorisme aveugle et pauvreté, se fourvoient, s'insurge Mathieu Guidère, qui cite un contre-exemple majeur. La famille Ben Laden se situe parmi les plus grandes fortunes (17ème rang mondial), le père était conseiller du roi Fahd d'Arabie Saoudite. Ceux qui voient dans des situations politiques terribles une explication, sont également déconnectés de la réalité, poursuit-il. En Algérie, le gouvernement a permis au peuple de jouer le jeu, des élections libres ont eu lieu, et le FIS (Front Islamique du Salut) a gagné 75% des sièges ... C'est la mobilisation idéologique qui est capitale, seule la guerre des idées a de l'importance, et sur ce terrain, l'Occident est grand perdant car il n'a rien à offrir. Le monde musulman a essayé le communisme, le socialisme, le capitalisme, le libéralisme. Il a importé nos modèles, qui ont tous échoué, en raison, notamment, de la faiblesse de l'opinion publique, incapable de freiner les excès des hommes politiques. La riposte américaine –guerre contre le terrorisme, puis union de la Méditerranée– est inadaptée. C'est en fait Al Qaïda qui est en train de reconquérir le Maghreb. Une œuvre de longue haleine, commencée en 1991, avec l'ouverture d'une filière en Arabie Saoudite. A cette époque, le roi Fahd craint une attaque de Saddam Hussein. Ben Laden lui propose de protéger le pays avec son organisation, qui a fait ses preuves après dix ans de lutte contre l'invasion soviétique en Afghanistan. Mais le roi refuse, le déchoit de sa nationalité, l'expulse et fait appel aux Américains. Ben Laden n'a pas accepté l'humiliation et depuis lors, l'Arabie Saoudite doit essuyer une vingtaine d'attentats par an. Il reproduit ensuite la même méthode en Irak. Il ne faut pas se leurrer, martèle Mathieu Guidère, c'est bien Al Qaïda qui est actuellement le principal acteur de la politique irakienne. Tandis que les Etats-Unis ont réuni dans la lutte contre le terrorisme, la Mauritanie, le Maroc, la Tunisie, l'Algérie et la Libye et ont créé un commandement pour l'Afrique, Ben Laden exhorte les populations à ne pas accepter l'unification sous tutelle américaine et coordonne tous les groupes armés de ces pays, leur donne une stratégie et une organisation. Les Occidentaux doivent réagir, investir les médias musulmans, où ils brillent par leur absence. Il faut inverser la tendance, conclut Mathieu Guidère, car pour l'heure, c'est l'Islam, modèle révolutionnaire par excellence, qui séduit.

Comme à l'accoutumée, la rencontre s'est poursuivie par un débat très enrichissant, animé et vivant.

Raymond Douyère - Président de Géostratégies 2000 : Al Qaïda est-il fédéré ? Peut-il compter sur une logistique efficace ?

Al Qaïda est une organisation d'un genre nouveau, basée sur le leadership idéologique et une certaine décentralisation. Chaque cellule a la possibilité de créer ses propres modes d'action. Ben Laden se repose sur des chefs régionaux, mais reste le grand bénéficiaire des opérations menées.

Jacques Belle - Président de la Commission Consultative du Secret de la Défense Nationale : Vous dites qu'il n'y a pas de menace étatique. Aujourd'hui, peut-être. Mais qu'en sera-t-il demain ?

Envisageons tout d'abord le pire scénario : nous arrêtons de soutenir les régimes arabo-musulmans. Ils entrent alors dans la sphère Al Qaïda. Notre planète n'en deviendrait pas pour autant plus instable, car les hommes d'Al Qaïda sont rationnels et pragmatiques. De plus, la structure sociale du monde arabo-musulman empêcherait toute révolution islamique. Ben Laden ne veut pas envahir les pays occidentaux, il ne dispose pas de moyens militaires suffisants. Il veut simplement les frapper, les obliger à ne plus soutenir les régimes arabo-musulmans.

Jacques Lutfalla - Secrétaire Général des Anciens Elèves du Lycée Charlemagne : Le monde musulman a connu une période terroriste avec les « Haschischins ». Y a-t-il un parallèle avec la situation actuelle ?

C'est une anecdote mineure, qui a duré quinze ans. Ces Haschischins étaient des gens qui prenaient du haschisch. Secte de drogués au départ, elle s'est ensuite transformée en secte d'assassins. Ben Laden, pour sa part, n'est pas un fou. Il a un programme politique et est un acteur fiable en Irak. Lorsque l'administration Bush se retirera, la situation changera.

France Arno de Taddeo - Courtier d'Assurance du Risque Politique, Solmondo : Que se serait-il passé si le roi Fahd avait accepté les propositions de Ben Laden en 1991 ? Quel est, d'après vous, l'avenir du régime saoudien actuel ?

En 1991, la meilleure option aurait été d'accepter l'offre de Ben Laden. Il aurait été incapable de résister à Saddam Hussein et toute la région n'aurait eu d'autre recours que d'appeler au secours les puissances occidentales. Cela aurait démontré l'incapacité et les limites d'Al Qaïda. Il y a un risque politique majeur dans tous les pays musulmans : une « qaïdisation » des perceptions du peuple. En Arabie Saoudite, Al Qaïda est une organisation stable, durable et ancienne (18 ans d'existence). Mille de ses membres ont été tués, 20 000 emprisonnés. Les services de sécurité travaillent à plein temps pour neutraliser Al Qaïda et protéger les intérêts occidentaux. Donc, les risques ne sont pas énormes. Toutefois, la population aimerait voir les Américains partir, mais c'est impossible car l'Arabie Saoudite est totalement dépendante de ses alliés occidentaux.

Xavier de Villepin - Ancien Président de la Commission des Affaires Etrangères, de la Défense et des Forces Armées du Sénat : Personnellement, je juge le monde plus dangereux. L'Occident est affaibli, indécis. L'Europe pourrait jouer un rôle clé, mais elle affiche sa division, notamment concernant le Hamas.

Nous sommes face à une guerre des idées. Il faut aller débattre sur le terrain, dans les médias arabes. Partir du principe que notre système est le meilleur est une mauvaise base de départ.

Malika Sorel-Sutter - Ecrivain : L'objectif que vous décrivez (unification des pays arabes) a toujours existé. Hussein, Kadhafi aussi ont tenté de représenter l'acteur fédérateur, tout comme le roi du Maroc, qui se réclame descendant de Mahomet. Par ailleurs, il ne faut pas négliger l'aspect culturel. Les citoyens oeuvrent pour leur salut dans l'au-delà, ce qui explique pourquoi les arguments des occidentaux n'ont aucune prise. Il faut certes penser à l'approche individuelle mais ne jamais négliger que le groupe a une importance centrale.

Jean-Louis Pierrel - Responsable des Relations Universitaires – IBM France : Vous nous avez démontré l'importance de la perception, de la projection dans l'avenir. Dans ce cadre, qui sera le plus

dangereux, le renouveau de la religiosité ou un matérialisme exacerbé ?

La société arabo-musulmane est tribale. L'opinion publique semble ralliée à l'idéologie d'Al Qaïda. Une écrasante majorité pense que le but des occidentaux est d'affaiblir le monde musulman, réclame la réduction de la présence américaine (entreprises et bases militaires) et l'application stricte de la charia. Seule consolation, une toute petite minorité approuve les attaques contre les civils. La religiosité est réelle et profonde et ne pose pas de problème. C'est la radicalisation, sous couvert politique, qui doit inquiéter.

Martin Boyer - Directeur- Mc Farland : Dans le contexte que vous nous avez décrit, comment gérer le problème de la Turquie, son adhésion à l'Union Européenne ? Comment résister aux Etats-Unis ?

La Turquie est la seule nation où la laïcité est imposée par l'Etat et les militaires. Elle ne se maintient que grâce aux armes, sinon un islamiste aurait pu être élu Président. Ce n'est qu'un épisode dans leur histoire. Quels Turcs ont vraiment envie d'entrer dans l'Europe ? Ses 70 millions d'habitants ? Une enquête d'opinion réserverait des surprises. Al Qaïda y est bien implanté. Il y mène cinq actions majeures chaque année, il existe une branche dure islamique. La Turquie a dominé le monde musulman pendant des siècles, elle s'est arrêtée aux portes de Vienne. Elle a gardé fierté et grandeur. Son peuple n'acceptera pas de devenir un membre de seconde zone dans l'Union Européenne. Un référendum devrait être organisé. Entre la Turquie et l'Europe, contrairement à ce qu'affirment les politiques, c'est seulement une question de grand marché, de relations économiques et commerciales.

François-Xavier Martin - Président de Crédit X-Mines, Secrétaire Général et Trésorier de Géostratégies 2000 : Le soutien inconditionnel des Américains aux gouvernements israéliens, même les plus extrémistes, n'a-t-il pas un lien direct avec la conviction des musulmans que les Occidentaux veulent leur affaiblissement ?

Aux 10ème et 11ème siècle, les Occidentaux ont fondé le Royaume de Jérusalem, ce qui a entraîné pendant deux siècles et demi une présence occidentale chrétienne. Celle-ci n'a été possible que grâce au soutien infaillible des royautes. Lorsqu'elle a pris fin, ce fut la chute. D'une certaine manière, pour les musulmans, aujourd'hui, c'est la même chose qui se passe avec Israël. Ils pensent que cet Etat, ce corps étranger, finira par sortir de la région, que c'est un épiphénomène. Les liens intimes entre Israël et les Etats-Unis (la propagande des islamistes radicaux affirme que 75% des Israéliens sont Américains) expliquent la politique des Etats-Unis, mais c'est une catastrophe.

Paul Rechter - Directeur de la Communication au ministère de la Culture, Conseiller auprès du ministre de la Culture : Dans la multitude de groupuscules, quelle est la part qui relève de l'action politique et celle qui tient tout simplement de la criminalité mafieuse (kidnapping, détournement de fonds...) ?

En Egypte, les Frères Musulmans ont été maîtrisés sur le plan politique, la lutte contre le terrorisme est réussie. Mais, il y a une islamisation en profondeur du pays. Les liens avec la criminalité ne sont pas évidents. De temps à autre, il y a des connections entre des organisations criminelles en Russie et en Europe de l'Est. Là se situe le vrai danger. Par ailleurs, Al Qaïda encourage la production d'opium, notamment en Afghanistan.

Jean-Louis Pierrel : L'opposition sunnite/chiite est-elle surmontable ?

Les sunnites représentent environ 85 % de l'ensemble des musulmans. Les chiites sont fidèles à Ali, gendre de Mahomet et sont majoritaires en Iran (90%) et en Irak (65%). A l'époque de Saddam Hussein, le pouvoir en Irak était détenu par la minorité sunnite. N'y aurait-il pas maintenant une manipulation américaine, une politique systématiquement pro-chiite visant à diviser pour mieux régner ? De nombreux chiites occupent des postes de responsabilité dans l'actuel gouvernement irakien. Al Qaïda a donc décrété que les sunnites étaient des résistants et les chiites des collaborateurs. Il ne les considère plus comme des musulmans et autorise des actions terroristes contre eux. C'est la politique

américaine qui a permis cette instrumentalisation et cela pourrait également s'appliquer au Liban. C'est très inquiétant.

Marie-Clotilde Hungray
(Propos non revus par les intervenants)

« LA VOIX DE LA FRANCE A L'INTERNATIONAL » **Antoine Schwarz, Président de RFI**

Pour son premier rendez-vous de la rentrée, le mercredi 19 septembre, au Sénat, Géostratégies 2000 a reçu le Président de RFI, Antoine Schwarz. Grand commis de l'Etat, spécialiste du monde des médias et de l'audiovisuel, Antoine Schwarz est venu évoquer la teneur et la portée du message français au sein du concert mondial des nations. Confiant et optimiste, il a détaillé la stratégie de RFI et les projets en cours, avant d'insister sur la nécessaire réorganisation de l'audiovisuel extérieur. Une adaptation indispensable, à ses yeux, en cette période de grand bouleversement médiatique.

Radio France International n'est ni un agent du Ministère des Affaires Etrangères, ni sa courroie de transmission zélée, lance avec véhémence Antoine Schwarz, avant de broser un tableau complet et passionnant de la prestigieuse maison qu'il préside maintenant depuis 2004. En revanche, c'est un outil puissant, mais méconnu, reconnaît-il. Traditionnellement, la mission de RFI était de communiquer avec les Français expatriés. Cette préoccupation demeure, mais elle est désormais secondaire de par l'évolution des modes de vie. Ces Français ont désormais accès à tous les médias par le biais d'Internet et vivent essentiellement dans des pays riches. La francophonie constitue notre seconde cible. Nous en sommes l'un des opérateurs les plus importants avec TV5. Nos programmes en français servent de relais aux enseignants à l'étranger, nous en adaptons même certains pour mieux répondre aux besoins. Nous y développons un français facile, avec un vocabulaire simple et même des définitions. Nous n'oublions jamais qu'il y a 150 millions de francophones dans le monde, insiste Antoine Schwarz, avant de détailler une autre facette de RFI : le reflet de la culture et de la civilisation française dans le monde. Nous devons faire prévaloir les points de vue de notre pays, insiste-t-il. Pour atteindre cet objectif, nous parlons en langue étrangère. Il y en a trois types. D'abord, celles destinées aux Etats fermés en matière de liberté de la presse, principalement le chinois et l'iranien, et dans une moindre mesure, le russe. Puis, celles qui constituent le relais de l'influence culturelle, politique et économique de la France. L'anglais pour l'Afrique anglophone, l'espagnol pour l'Amérique latine, le portugais pour l'Afrique, le brésilien pour le Brésil et l'arabe à travers notre filiale Monte Carlo Doualiya. Enfin, il y a les petites langues européennes : l'allemand, le polonais, le serbe, le roumain et l'albanais. C'est un reflet de Paris pour ces auditeurs. Le décor planté, Antoine Schwarz souligne avec fierté que RFI représente le premier réseau de FM dans le monde. Nous possédons plus de 160 émetteurs, dont plus de 80 en Afrique. C'est une grande force. Notre audience aussi est considérable : 45 millions d'auditeurs, dont plus de 25 millions en Afrique. Nous occupons souvent la première place sur ce continent, notamment à Yaoundé et Abidjan, où nous sommes plus écoutés que les radios locales. Une telle influence entraîne des devoirs, nous sommes une référence et ne devons pas décevoir, reconnaît-il. Au Proche-Orient, nous avoisinons les 10 millions d'auditeurs en arabe, ce qui nous permet de battre la BBC, spécialement en Syrie où nous touchons près de 11% de la population. En Amérique Latine, nous n'avons pas d'émetteurs, mais nous pouvons compter sur nos partenaires

(environ 200) qui relaient nos programmes produits à Paris en espagnol. Quatre millions de personnes nous sont fidèles, ce qui n'est pas négligeable. Notre site sur Internet reçoit 2 millions de visiteurs par mois, ce qui est un score honorable.

v DES REFORMES INDISPENSABLES

La réorganisation de l'audiovisuel extérieur, ardemment souhaitée par le Président de la République, constitue actuellement un chantier prioritaire, explique Antoine Schwarz. C'est une mutation nécessaire, qui découle du nouveau contexte politique, issu de la fin de la guerre froide. Il faut aussi, en parallèle, tenir compte du nouvel environnement médiatique, du pullulement des radios et des télévisions, de la concurrence. La révolution Internet est positive. Elle nous offre un outil idéal, gratuit, mondial et immédiat. La radio, même si elle reste incontournable en voiture, doit s'adapter, prendre conscience qu'il existe maintenant une grande convergence au niveau de la production, où tout est numérique, et au niveau de la diffusion, avec la même technologie pour tous les écrans. Nous ne pouvons ignorer ce brassage technologique. Face à ces bouleversements, notre message devient plus difficile à définir, même si, plus que jamais, notre rôle est de véhiculer une vision française de l'actualité internationale. Les journalistes français, avec leur propre regard, leurs valeurs, sont indispensables au pluralisme mondial de l'information. La culture anglo-saxonne domine. Les images américaines, notamment lorsqu'elles couvrent la guerre d'Irak, portent toutes la même marque de fabrique. C'est à nous d'imposer une certaine diversité. Pour être le plus efficace possible, TV5, France 24 et RFI doivent raisonner globalement, combiner leurs spécificités, à savoir cohérence et autonomie. On pourrait imaginer un scénario où les trois opérateurs seraient regroupés dans une même holding, Il y aurait une stratégie commune mais chacun ferait son métier. A RFI, nous devons défendre et développer les langues, qui sont notre patrimoine, martèle Antoine Schwarz, qui plaide également en faveur d'un certain « essaimage ». Il faut savoir se décentraliser, travailler avec des partenaires locaux, encourager les filialisations. Cela donne des moyens financiers supplémentaires et facilite une meilleure pénétration dans des régions sensibles comme les Balkans et le Maghreb, conclut-il.

Un débat riche et approfondi, animé par Raymond Douyère, Président de Géostratégies 2000, a prolongé le captivant exposé d'Antoine Schwarz.

Xavier de Villepin - Ancien Président de la Commission des Affaires Etrangères, Défense et Forces Armées du Sénat : Lorsque vous évoquez une convergence, pensez-vous à une fusion ? Peut-on l'analyser en termes d'entreprise ? Y a-t-il une synergie entre deux télévisions et deux radios ? Quelles conséquences géographiques et humaines en découleraient ?

Je ne crois pas à une fusion à court terme. On peut envisager un scénario progressif, avec un président commun. Une fusion immédiate créerait des difficultés, surtout au niveau de la gestion du personnel. Il faut chercher les meilleures passerelles, mais sans hâte. La holding a ma préférence, car elle permet de piloter et de donner les grandes orientations. Actuellement, le conseil d'administration de RFI fonctionne mal, les représentants de l'Etat bloquent toute décision. RFI a besoin des directives du gouvernement, qui ne devraient pas tarder à arriver... Pour ce qui est des télévisions, je pense que l'on peut garder à la fois France 24, axée sur l'information, et TV5, chaîne plus généraliste.

Préfet Jean-Pierre Duport - Conseiller d'Etat en service extraordinaire, ancien Préfet de la région Ile de France, membre du CES : Quelle stratégie menez-vous concernant le territoire français où vivent de plus en plus d'étrangers. Faut-il s'adresser à ce public dans sa propre langue ?

C'est un dossier très compliqué. Est-ce la mission de RFI de parler en langue étrangère en France ? Ne serait-ce pas plutôt celle de Radio France ?

Mohaman Haman - Architecte Urbaniste : Mettez-vous assez l'accent sur les langues africaines et les

partenariats sur ce continent ?

Nous venons de créer l'Aoussa qui couvre le Niger et le Nord Nigéria, soit 30 à 40 millions d'auditeurs. Les émissions à Lagos rencontrent un franc succès. Nous avons également programmé le Swahili pour 2009, en partenariat local. Dès que nous le pouvons, nous encourageons ces projets, ainsi que la formation.

RFI bénéficie d'un grand rayonnement dans les pays arabes. Or, il y existe de multiples langues. Doit-on en privilégier une ou maintenir une grande diversité ? Avez-vous des projets d'émission en langue turque ? La Turquie ayant une réelle influence en Asie Centrale et dans le Caucase.

Nos programmes en arabe sont diffusés à travers Monte Carlo Doualiya en direction du Proche et Moyen Orient. Nous demandons plus de fréquences, mais pour l'instant, nos requêtes sont restées lettre morte, alors que Radio Orient en possède de nombreuses, ce qui est paradoxal. Nous avons, par ailleurs, un accord avec Radio Soleil, qui émet en partie en arabe. Quant au turc, sa place est trop minime, juste une demi-heure par semaine. C'est inutile. Nous allons créer sur Internet un programme, axé sur la problématique de l'entrée de la Turquie dans l'Union Européenne. Nous sommes très sensibles à l'importance stratégique de la zone.

Andrew Lloyd - Gérant ALA : Où en est France 24 ? RFI embauche des anciens de CNN et de la BBC. Comment éviter que les médias anglo-saxons dictent l'ordre du jour des informations ?

Mélanger les cultures au sein d'une même chaîne est très compliqué. France 24 a réussi une petite performance. Elle diffuse en simultanée deux journaux qui ont le même contenu mais dans deux langues différentes : le français et l'anglais. Elle fait prévaloir un certain point de vue. Il y a à RFI une rédaction anglophone (environ 25 personnes, venues d'horizons très différents). Ce cocktail anglo-saxon est très « frenchie » d'esprit. Tout comme CNN ou la BBC, nous avons une logique d'entreprise indépendante, très spécifique à notre mentalité.

Malika Sorel-Sutter - Ecrivain : Comment évolue votre audience dans les pays arabes ? Je tiens à préciser, par ailleurs, qu'une diffusion en arabe en France, par RFI, aurait une influence négative sur l'intégration.

Sur ce point, je suis tout à fait d'accord. Nous devons nous en tenir à notre première mission : l'apprentissage du français. Il y a une évolution de notre audience dans le monde arabe. Monte-Carlo Doualiya a perdu la position dominante qui était la sienne, lors de sa création en 1972. Le paysage médiatique est désormais très concurrentiel, les médias étrangers arabophones en France sont très puissants. Toutefois, cette année, la lente érosion que nous connaissions a fait place à une stabilisation. Nous observons une première inflexion positive, notamment à Damas. Nous sommes également fiers de notre récente implantation en Mauritanie. A Nouakchott, nous sommes les plus écoutés.

François Chevillard - Directeur des Affaires Publiques et des Projets, Innothera : Avez-vous un rôle à jouer concernant l'influence de la France dans l'économie mondiale ?

L'économie occupe une large place, avec des journaux et des chroniques. Toutefois, je souhaite développer la culture économique des journalistes français. Ils sont encore trop orientés vers la politique, et ont tendance à sous-estimer l'angle économique.

Florence Sandis - Productrice et Journaliste TV : Envisagez-vous des partenariats avec d'autres médias non publics, comme Eurosport ?

C'est un enjeu très difficile. En Allemagne, par exemple, nous disposons d'une fréquence à Berlin et dans trois autres villes. Eh bien, nous n'arrivons même pas à nous entendre avec des partenaires français comme Arte.

Thierry d'Arbonne - Directeur Protection Patrimoine et des Personnes – Areva : RFI est interdite au Niger, accusée d'impartialité. Quelle est votre réaction ?

Au Niger, nos correspondants sont mal vus par le gouvernement local, qui utilise tous les moyens de pression à leur encontre. Mais ceci n'est pas propre à ce pays. Cela peut mal se terminer, comme en Côte d'Ivoire, où notre journaliste a été assassiné. Plus fréquemment, des émetteurs sont coupés (Djibouti, Lomé, Niamey, Abidjan) Ces comportements sont inhérents à la nature des choses, ils font partie d'une certaine dissuasion diplomatique.

Yves Gutman-Lajeunesse - Vice-Président de la SNPN - Président de Sciences Po Défense : Allez-vous continuer à émettre en grandes ondes et en ondes courtes ?

Les grandes ondes ne sont pas en cause. Quant aux ondes courtes, elles couvrent les mers et les déserts. La moitié de nos auditeurs africains écoutent en ondes courtes, nous allons les conserver sur ce continent, c'est très pertinent. En revanche, ailleurs, c'était un phénomène marginal et nous avons arrêté.

Raymond Douyère - Président de Géostratégies 2000, Membre du Conseil Général et du Comité Monétaire de la Banque de France : L'espagnol va devenir la première langue parlée aux Etats-Unis. En tenez-vous compte dans votre stratégie ?

Nos radios partenaires, qui reprennent nos programmes en espagnol, sont de plus en plus des radios américaines. C'est une évolution qui nous satisfait, car être diffusé aux Etats-Unis coûte une fortune et nous avons dû supprimer certains programmes. Nous sommes conscients de la nouvelle suprématie de l'espagnol et préparons une offre, 24H sur 24 en espagnol, diffusée sur satellite.

Raymond Douyère : RFI rencontre-t-elle des difficultés financières, liées à l'octroi de moins de subventions ?

En 2007, notre budget a diminué. En 2008, nous exigeons qu'il retrouve le niveau de 2006. Quelle leçon !!! Quand une entreprise publique fait des économies, on la sanctionne !!! Mais, je suis confiant, car je sens une forte écoute de la part du gouvernement.

Marie-Clotilde Hungray
(Propos non revus par les intervenants)

« QUEL REGARD PORTE PAR UN NOUVEAU MEMBRE VENU DE L'EST SUR L'EUROPE DU XXIEME SIECLE ? »

Vladimir Spidla, Ancien Premier Ministre de la République Tchèque

Le jeudi 11 octobre, Géostratégies 2000 a reçu dans les salons du Sénat le Commissaire européen chargé de l'Emploi, des Affaires sociales et de l'Egalité des chances, Vladimir Spidla, invité à nous livrer ses réflexions sur le fonctionnement et le futur de l'Europe. L'ancien Premier Ministre de la République Tchèque a donné à son discours une perspective historique extrêmement intéressante. Il nous a apporté la vision d'un nouveau membre, très attaché à l'idée d'une Europe unifiée, parlant d'une seule voix et capable de susciter les bases d'une gouvernance mondiale. Préoccupé par le problème des frontières de l'Europe, il a plaidé en faveur d'une adhésion de la Turquie. Un point de vue courageux, même s'il rencontre encore peu d'échos en France...

La métaphore du bateau à voile me paraît bien illustrer ma conception de la politique. Dans un cas comme dans l'autre, il existe toujours une possibilité de bouger, d'atteindre un objectif, martèle Vladimir Spidla, pour qui l'Europe n'est autre qu'une combinaison de destins, de volontés et de capacités. De par sa nature, elle se présente comme une discontinuité de l'histoire mondiale, elle dépasse les rapports de force pour aller vers l'intégration, elle accepte de renoncer au pouvoir, dangereux en soi. Actuellement, elle traverse une phase délicate, se cherche une nouvelle légitimité. Celle d'origine, née de la catastrophe de la seconde guerre mondiale, cède la place à une légitimité plus démocratique, suivant ainsi le même modèle que la France de Louis XIV et Louis XVI. L'Europe s'est acquittée avec succès de sa première tâche : maintenir la paix, s'affirmer sur un plan économique, politique, militaire et culturel. Mais, désormais, souligne Vladimir Spidla, elle doit s'atteler à une autre mission, celle de sauver le monde, en faisant triompher, par exemple, un concept qui lui est cher, celui du développement durable. Elle doit aussi stabiliser l'espace Etats-Unis/Europe. La prédominance américaine ne sera pas éternelle. Il faut sauvegarder l'Europe en tant que lieu de civilisation. S'il se brise, les Etats-Unis seront marginalisés, puis l'Europe suivra le même chemin. Pour progresser, elle doit rester fidèle au principe d'intégration progressive. C'est ce qui a fait défaut à l'Italie de la Renaissance et expliqué son échec, après son apogée économique et culturelle. L'Europe, aujourd'hui, est une super-puissance économique, elle représente 20% du marché mondial, contre 16% pour les Etats-Unis et 6% pour la Chine. Elle doit donc agir comme un « super Etat », exporter sa créativité humaine.

v RENFORCER LA LIGNE COMMUNAUTAIRE

La position et le rôle des Etats nationaux suscitent des interrogations. Si la guerre de Sécession n'avait pas détruit la capacité des Etats américains à se comporter comme des entités indépendantes, ils formeraient, peut-être, différents pays comme en Amérique Centrale. Après la guerre de 1945, les Etats européens ressentent un besoin urgent d'agir ensemble, il faut alors trouver un équilibre entre intérêt national et communautaire. Désormais, il faut le dépasser et renforcer la ligne communautaire, insiste Vladimir Spidla, avant de nous dévoiler son point de vue sur les frontières de l'Europe. Selon lui, la faiblesse de la Russie pose de sérieux problèmes. C'est désormais un moyen Etat, un peu comme l'Allemagne d'après 1918, mais qui n'accepte pas sa nouvelle situation. Pourtant, poursuit-il,

son PIB est égal à celui des Pays-Bas et en 2050, elle ne comptera pas plus de 100 millions d'habitants, soit moins que la Turquie. Elle ne peut rester une super puissance, ses ressources naturelles de gaz et pétrole se trouvent maintenant dans des Républiques indépendantes (Ukraine, Azerbaïdjan...)

LA TURQUIE, UN ATOUT POUR L'EUROPE

Au centre de la réflexion de Vladimir Spidla, gravite un autre voisin de poids : la Turquie. Depuis l'Antiquité grecque, elle a toujours été présente en Europe, rappelle-t-il. Et jusqu'au début du vingtième siècle, elle faisait partie des Balkans. Si l'Europe opte pour l'adhésion de la Turquie, son modèle ne sera plus régional mais mondial. Elle dépassera certains clivages culturels. Cet élargissement ne peut lui être que bénéfique. La Turquie, pour sa part, a prouvé qu'elle avait la capacité de changer. Elle s'est transformée en état laïc sous Mustapha Kemal, puis son régime musulman s'est révélé beaucoup moins féroce que celui des nazis et des communistes. Nous n'avons pas à lui donner de leçons. En ce moment, l'Europe doit relever le défi de la cohérence sociale, la stabiliser. Mais, elle se heurte au vieillissement démographique, qui entrave tout progrès significatif. Il faut renverser cette tendance, car l'économie repose sur les hommes. C'est une question très compliquée. La Turquie pourrait peut-être faire partie de la solution, conclut Vladimir Spidla. Sinon, on peut craindre qu'elle ne se tourne vers l'Iran et le Pakistan...

Comme à l'accoutumée, un débat animé et très enrichissant a poursuivi le passionnant exposé de Vladimir Spidla.

Raymond Douyère - Président de Géostratégies 2000, Membre du Conseil Général et du Comité Monétaire de la Banque de France : Vous semblez favorable à une Europe ouverte, qui accueille tout le monde. Il n'y aurait plus de frontières ?

L'Europe est une cellule propre, avec ses membranes, qui appartient à l'organisme « monde ». Elle ne doit pas devenir un kyste, mais conditionner le monde.

Raymond Douyère : Mais où fixer les limites ? Ne va-t-elle pas devenir une cellule qui enfle ?

C'est une question de dynamisme. Je ne crois pas à l'adhésion de la Russie, car cette dernière développe sa propre idée de sa mission mondiale. L'Europe ne va pas accueillir tout le monde, mais elle doit multiplier les liens étroits, notamment avec le Bassin méditerranéen.

Pierre-Louis Cavoleau - Analyste industriel et géopolitique : Vous avez indiqué que l'Europe reposait sur la réconciliation. La République Tchèque en est un exemple. Comment peut-on envisager l'entrée de la Turquie, alors que celle-ci refuse de reconnaître le génocide arménien de 1915 et impose ce négationnisme au reste de l'Europe ?

Après les accords de Postdam, il y a eu d'importants transferts de population, entre Allemands et Tchèques, décidés par les Alliés. Cela dans le but d'éviter de nouveaux conflits. Ce furent les Accords de Beneš qui sont partie intégrante de notre nation. Le génocide arménien est bien réel (1 500 000 morts), mais n'y a-t-il pas eu aussi des lignes de génocide –très minimes- du côté arménien ? Où est la raison dans tout cela ?

Paul Rechter - Conseiller Communication du Ministre de la Culture : Le renforcement du pouvoir des Etats fondateurs ne pourrait-il pas être une contrepartie à l'élargissement de l'Europe ?

Cela signifierait un grave recul par rapport au concept de continuité, et à terme, la mort de l'Europe.

Raymond Douyère : Le président Sarkozy réfute le terme de « petits pays ». Toutefois, l'Allemagne et la France représentent à elles deux 50% du PIB de l'Europe. Il y a là un poids économique bien réel.

Régis Paraque - Inspecteur Général des Finances, Conseiller technique au Conseil Economique et Social : L'Europe peut-elle se passer de la force entraînée qu'a été jusqu'ici la relation privilégiée franco-allemande ? La dilution de ce couple ne constitue-t-elle pas une nouvelle menace pour la construction européenne ?

Traditionnellement, l'Allemagne a toujours voulu une position privilégiée en Europe, ce qui a abouti aux guerres de 1914 et 1939. Elle en a tiré les leçons. Robert Schumann, l'un des pères de l'Europe, a fait preuve d'une grande intelligence en imposant un concept communautaire très favorable à l'Allemagne. Elle a pu participer à la construction européenne sur un pied d'égalité avec les autres membres. Ce qui n'était pas le cas sur un plan gouvernemental ou au niveau mondial. Ensuite, la réunification allemande a affaibli le concept communautaire, mais l'Allemagne avait définitivement accepté l'Europe. Selon moi, la relation franco-allemande –aussi importante soit-elle– ne peut servir de base à un nouvel élan. Il faut aussi songer aux alliances occasionnelles autour de grands projets. Elles créent des occasions de progresser, dans la flexibilité.

Christian Formagne - Associé Banque ARJIL : Aujourd'hui, l'Europe compte 27 Etats. Quel regard portez-vous sur cet élargissement et sur le fonctionnement de l'Europe ?

L'élargissement est un succès, surtout économique. Le chômage va baisser. La circulation des travailleurs, qui provoquait tant de craintes, n'a pas entraîné de gros bouleversements. Certes, la structure est désormais complexe, mais l'Europe a la capacité de décider. Je n'adhère absolument pas à l'idée d'« Euroscélrose ». Pouvez-vous me citer une partie du monde plus dynamique que l'Europe ? Après les élargissements successifs, l'instauration du grand marché intérieur, nous entrons dans la consolidation.

Malika Sorel-Sutter - Ecrivain : Comment assurer la cohésion sociale et stabiliser la société européenne en violant régulièrement les peuples ? Les élargissements ont été trop rapides et l'adhésion de la Turquie représenterait pour moi une fuite en avant. Pour ce qui est de la démographie, pourquoi oublier que l'on pourrait mettre en place des politiques pour relancer la natalité des Européens ?

Je ne peux accepter ce terme de « violation » des peuples. L'Europe a été imposée par l'histoire. Elle cherche une nouvelle légitimité. Or, quoi de plus légitime qu'un Parlement et un gouvernement démocratique ? Cette apparition du peuple européen arrive à un moment délicat, toutefois, je peux affirmer que la Constitution a été préparée d'une manière très démocratique. Associer la démographie à des notions mathématiques me paraît quelque peu dangereux. On ne peut compter la souffrance. Où sont les concepts humanistes ? Par ailleurs, le renouvellement démographique n'est pas un problème limité à l'Europe. Parmi les pays islamiques, certains comme l'Iran et le Turkménistan n'ont que deux à trois enfants par femme, alors qu'en Somalie, il y en a toujours plus de sept.

Raymond Douyère : Il n'y a pas de violation, certes, mais beaucoup de nouveaux membres demandent des exceptions, comme la Pologne. Poursuit-on quand même l'intégration ?

Il faut avant tout être pragmatique et réaliste.

Olivia Christmann - Conseillère au Ministère des Affaires étrangères : Peut-on, dans le contexte actuel, approfondir l'Europe sociale, notamment en termes d'harmonisation des politiques d'immigration ?

Au niveau social, ce ne sont pas les nouveaux membres qui posent problème. Ils suivent la tradition continentale. C'est plutôt la coexistence de trois traditions. Le concept anglo-saxon est très individuel, les pays nordiques nient les lois sociales, le code du travail et ne reconnaissent que les conventions collectives. Puisqu'on ne peut imposer une cohérence totale, il faut privilégier des valeurs, des projets

stratégiques. Dans ce domaine, le système de coopération renforcée peut se révéler efficace.

Jean-Pierre Duport - Conseiller d'Etat en service extraordinaire, ancien Préfet de la région Ile de France, membre du CES : La Commission Barroso ne semble guère active. Quelle force ou quelle pulsion pourrait faire bouger les choses ?

La Commission a été présidée, au cours de son histoire, par des personnalités exceptionnelles comme Jacques Delors. Actuellement, elle fait preuve d'un grand dynamisme, mais doit gérer les élargissements et l'échec des référendums français et hollandais. Elle doit résoudre et surmonter cette situation d'échec. Elle compte à son actif la création d'un espace européen de l'énergie, une réflexion européenne sur les changements climatiques. C'est un bon début.

Yves Gutman-Lajeunesse – Directeur (H) à l'Assemblée Nationale, Président de Sciences Po Défense : Vous n'avez pas abordé la question de la politique extérieure commune de l'Europe. Quel est votre point de vue ? Souhaitez-vous doter l'Europe d'une capacité de réaction militaire rapide et forte ?

Il est indispensable d'avoir une politique de défense et de politique étrangère commune. Nous disposons des forces nécessaires (qui sont deux à trois fois plus fortes que celles de la Chine), mais nous devons renforcer notre volonté politique, notre aptitude à agir. En Irak, l'Europe n'a pu parler d'une même voix, et c'est déplorable. Selon moi, la vitesse de prise de décision politique n'est pas essentielle. On peut prévoir les événements de grande ampleur, il y a des signes avant coureurs.

Jacques Lutfalla - Contrôleur général des armées, Secrétaire Général des Anciens Elèves du Lycée Charlemagne : Par l'intermédiaire de la France et de la Grande-Bretagne, l'Europe est une puissance nucléaire. Pensez-vous que cela contribue à son poids mondial ?

La Grande-Bretagne n'est pas une puissance nucléaire, elle ne dispose que de quelques missiles. De son côté, la France n'est pas puissance nucléaire à 100%. Donc, l'Europe n'a pas de capacité nucléaire. Cette question soulève des problèmes éthiques et politiques. L'utilisation de l'arme atomique est techniquement possible pour de petites guerres régionales. La prolifération est très inquiétante, car détenir l'arme nucléaire n'est plus une protection automatique contre la guerre. Ce raisonnement ne vaut que pour des conflits à échelle mondiale.

Eric Bleines - Gérant OPCVM – CCR Actions : Peut-on se mettre d'accord sur un projet politique européen avec les Britanniques ?

On peut réaliser l'Union Européenne avec la Grande-Bretagne, parfois sans, mais jamais contre. Les Anglais ont une présence très forte, il faut les intégrer de la manière la plus constructive possible. En 1940, la décision de Churchill de rester dans la guerre a été irrationnelle mais décisive. Il faut rendre hommage aux Anglais et avancer avec eux.

Marie-Clotilde Hungray
(Propos non revus par les intervenants)